COMBAT OUVRIER

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEI3DOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

SAMEDI 1er FEVRIER 1975

PRIX : 0,30 F

EDITORIAL PORTUGAL: QUI DÉTIENT LE POUVOIR?

Le jeudi 30 janvier devaient avoir lieu deux manifestations contradictoires à Lisbonne: l'une organisée par le parti. socialiste (PSP), l'autre par le parti communiste (PCP). Thème de ces deux mani festations : la " défense de la démocratie ", étant bien entendu que chacun des deux partis de l'actuelle coalition gouvernementale a sa propre conception de la démocratie. Le but visé par chacun d'eux est d'acquérir la prépondérance au sein de cette coalition ; plus précisément, s'attirer les bonnes grâces du mouvement des forces armées (MFA) qui, rappelonsle, est composé pour l'essentiel de sous-officiers ou d'officiers subalternes, et qui est à l'origine du renversement, le 25 avril dernier, du régime dictatorial de Caetano.

Car effectivement, ce n'est qu'avec l'accord du MFA que l'un des deux partis peut voir sa politique appliquée au Portugal.

Le PS avait récemment proposé la création de plusieurs centrales syndicales; ce à quoi le PCP s'est opposé en déposant un projet de centrale syndicale unique. Cette dernière solution a triomphé, ayant reçu le soutien du MFA. Le PS affirmant la " démocratie " en danger, menaça alors de rompre la coalition en quittant le gouvernement, mais finit par y demeurer, selon ses dires pour y défendre la " démocratie".

C'est dans ce climat, auquel il faut ajouter les manifestations organisées par l'extrême—gauche pour protester contre un congrès organisé par des forces de droite, que le PS et le PCP décidèrent chacun de leur côté de manifester pour la " démo-cratie ".

Le même jour l'extrême-gauche maoïste appelait à descendre dans la rue pour s'opposer aux manoeuvres des forces de l'OTAN au Portugal. En fin de compte, et comme précédemment, le MFA a fait savoir qui détenait le pouvoir réel au Portugal. Les trois manifestations ont été interdites.

Pour l'instant le MFA choisit de faire passer sa politique au moyen de la persuation en utilisant les partis de gauche. Mais si au sein du MFA, qui n'est pas homogène, une fraction favorable à la manière forte s'empare de la direction, alors

(Suite au Verso)

BATIMENT (MARTINIQUE) VERS LA GREVE!

Les syndicats du bâtiment des travaux Publics rencontrent actuellement le syndicat des patrons du bâtiment. Ceux-. ci font la sourde oreille aux revendications des travailleurs.

En assemblée générale, le 14 Janvier les syndicats avaient avancé la revendication de 7,43F de l'heure pour les manoeuvres. Cette revendication elle même n'était déjà pas un rattrapage suffisant du coût de la vie. Mais les syndicats reculaient encore et proposaient aux patrons 7,09F. Mais à l'assemblée générale du 23 Janvier 250 à 300 travailleurs présents désaprouvèrent ce recul et refusèrent aussi toute politique contractuelle qui leur lierait les mains pour l'année durant, comme le demandaient les patrons Ceux-ci refusèrent également 1es 7,09F et proposèrent également 6,60 F.

Cette nouvelle fut accueillie par une véritable explosion de colère lors de l'assemblée générale du 28 janvier. Si bien que lorsque Guitteaud (C.G.T.M.) avença la proposition de 7F sans grève ou 7,09F avec grève, les travailleurs réagirent vivement en disant que s'il fallait faire grève pour 9 centimes, ils le feraient car ce n'est plus une question d'argent, mais une question de dignité. Il fut donc décidé de négocier sur la base de 7,09F. En cas de refus des patrons la grève sera effective dans le bâtiment à partir du 5 Février.

Les travailleurs du bâtiment sont prêts à engager la lutte. Mais il doivent se rendre compte qu'avant môme le déclenchement de celle-ci, les directions syndicales font preuves déjà d'hésitations et d'un manque de combativité certain. Si l'épreuve de force s'engage avec le patronat il faudra donc que le mouvement soit bien dirigé, non pas par des gens qui hésitent mais par des travailleurs combatifs et compétents. Cenxlà, eh bien ! c'est parmi les grévistes eux-mêmes cu'il faut les trouver. Il s'agira d'élire coûte que coûte à la tête de la grève un Comité de Grève ayant réellement le contrôle du mouvement pour être sûr que les revendications ne seront pas abandonnées en cours de route par les directions syndicales.

JOURNÉE NATIONALE DES LEPREUX :

l'hypocrisie de l'Etat.

Dimanche 26 a eu lieu la 22ème journée mondiale des lépreux, et à cette occasion, l'ORTF, la presse et les sormités gouvernementales font appel à la charité publique. Ainsi, périodiquement, que ce soit pour le cancer, la lèpre etc. l'état capitaliste, après nous avoir rançonné par les impôts, nous demandent de verser bénévolement pour secourir les malades. Mais cette larme hypocrite, versée sur le sort des lépreux a de quoi révolter, quand on voit l'état désastreux dans lequel sont la ssés les services hospitaliers, par souci d'économie (manque de matériel, de locaux, de personnel), quand on voit les recherches scientifiques et médicales bloquées par manque de crédits, les prix extrèmement élevés des médicaments, la carence générale en matière de service sociaux et sanitaires. En fait l'Etat capitaliste se soucie bien peu de la san té publique ; l'argent des impôts, l'ar gent des travailleurs ne sert pas à cela; l'état l'utilise à renflouer les capitalistes et payer d'innombrables parasites gendarmes, policiers, pour aider ceux-ci à mieux exploiter les travailleurs. Et le seul geste que l'état capitaliste peut

Ste Rose : on veut jeter à la rue les travailleurs du Comté .

Depuis l formeture de l'usine de Conté, SIMONET qui est le nouveau propriétaire a décidé de faire payer un loyer aux travailleurs qui continuent d'occuper les logements de l'habitation. Certain sont là depuis des années. Aujourd'hui on veut leur faire payer entre 50F et 200F pour ces logements, qui, pour la plupart sont vétustes.

SIMONET cherche en fait à décourager les travailleurs qui vivent sur l'habita tion et à les faire quitter les lieux de vant le prix élèvé des loyers.

Les patrons ont un porte-monnaie à la place du coeur, cela se vérifie encore. Et si les travailleurs veulent voir
respecter leurs droits sur ces logements
qu'ils ont largement payés en se faisant
exploiter depuis des années par les patrons du Comté, ils devront compter sur
leur propre lutte. Il n'y a que ça qui
puisse faire entendre raison à un patron.

faire, c'est de nous soutirer encore de l'argent en faisant appel à nos bons sentiments.

UNIMAG: Non au climat policier

Il y a une dizaine de jours, un de nos camarades qui avait aidé une clien te en lui portant un lourd paquet jus qu'à sa voiture, se fit sévèrement réprimander par AUBERY en rentrant dans le magasin. Le patron menaça même notre camarade de licenciement si, à nouveau, il le rencontrait en dehors de l'établissemen.

En fait à Unimag règne un climat de suspiscion. Nous n'avons pas le droit de sortir de peur que nous profitions de cela pour trafiquer quelques bouteil les de limonades ou autres. Crest dans le même esprit qu'est institué tout un système de bons exigibles lors de tous déplacements.

Mais ce ne sont pas les employés qui sont des voleurs.

Ce sont bel et bien ceux qui chaque mois nous donnent des salcires de misè re et qui empôchent des super-bénéfices.

A nous de refuser le climat policier qui règne à Unimag.

SECURITE SOCIALE: Non à la recuperation

Par note de service 21/01 le directeur informe le personnel qu'outre le mardi gras et le morchodi des condres, la caisse sera fermée le lundi 10. Toute fois, cette journée du Lundi sera récupé rée le samedi 8 Février de 7h à 12h et le jeudi 13 Février de 15h à 15h après que nous pas travaillé de 7h à 15h.. Et pour le x nous faire avaler la pilui le, la direction communiqua également une liste de 5 jours de veille de fête pour le quels le personnel bénéficiera d'une heure de sortie anticipée. Dens sa précipitation elle oublia le 31 D cembre.

Ces "petites faveurs" ne nous feront pas rublier les récupérations prévues pour le mois de Février. D'ores et déjà, il nous appartient de nous organiser pour refuser de les faire.

La rue appartiendrait-elle

JATA?

Inundi 27, s'est déroulé dans la 17.

Antoine Siger, à Fort-de-France, un in cident caractéristique de la société ac tuelle. En 1000 de chez BATA, un marchand ambulant propose des disques aux passants. Cola n'a pas en l'heur de plaire à la direction du magasin BATA. Elle fit appel à la police, le marchand ambulant dut s'en aller. Anos, h direction de BATA ne se contente pas d'exposer ses chaussures à nême le trottoir, ce qui gêne la circulation despiétors; elle s'arroge en plus le monopole de la rue.

Il Indrait rappeler à ces petits chefs qui se croient tout permis comment à Basse-Terre en 1967, un magasin de chaussures avait été saccagé par la fou le après que le directeur ait chassé un petit ferreur qui se trouvait ssi sur le trottoir.

Peut être ce rappel fera t'il réfléchir la direction di magasin BATA?

SOFROI: Le sport ne doit pas nous détourner de nos luttes.

La semaine dernière, l'équipe de foot-ball SOFROI a brillament gagné un match. Nous sommes pour la plupart intéressés par le football et il est certain que dans l'ensemble nous étions contents.

Néanmoins nous ne pouvons reps onpécher de réfléchir sur le sport d'entreprise. En effet, ces activités sont organisées par le Jomité d'Entreprise avec la bénédiction et même les encouragements de la direction. Ne voit-on pas certains petits chefs venir blaguer avec nous à ces moments-là... En fait la direction a la même politique que le gouvernement : se servir du sport pour faire oublier les problèmes de notre exploitation quotidienne. Le temps passé à l'entrainement est toujours du temps pendant lequel les travailleurs no discuterent pas ensemble des conditions de travail, des bas salaires.

Nous ne sommes pas contre le sport. Loin de là. Mais nous ne devons pas oublier pour cela notre lutte quotidienne contre l'exploitation.

LES BONNES LECTURES

"MOI UNE MILITANTE" (ARLETTE LAGUILLER)

Le livre d'Arlette LAGUILLER "MOI UNE MILITANTE", vient d'être réédité dans la collection J'AI LU. Ce livre retrace l'itinéraire de la militante révolutionnaire. Elle nous fait part des problèmes que dès son jeune a 9 elle rencontre devant l'exploitation. Puis sa prise de conscience et son combat avec ses camarades de travail, son activité syndicale.

Mais c'est aussi une militante politique et à ce titre elle participe aux luttes contre la guerre coloniale d'Algérie.

-EDITO (suite)

s'instaurera une dictature militaire, et cela, bien entendu, après avoir écrasé la classe ouvrière et ses organisations, y compris le PCP. Et c'est en quoi la politique de ce dernier constitue une véritable tralison : en ne préparant pas les travailleurs à cet affrontement, en les laissant totalement dépendantes du MFA, sans perspectives propres, alors que les possibilités d' organisation outonomes de la classe ouvrière sont immenses. Et si la classe ouvrière reste ainsi désarmée, elle pourrait bien, comme au Chili, faire la sanglante expérience d'une dictature militaire.

Dans le même cuvrage, on trouvera cussi deux chapitres sur la grève du Cré dit Lyonnais et sur la campagne des élections présidentialles.

Demandez ce livre dans les librairies, faites le commander. Il coute en France 4,50 et devrait revenir i à pas cher.

TÉCRIVEZ - NOUS.

Si vous avez vécu un fait important lié à l'exploitation quotidienne que su bissent les travailleurs, écrivez-nous en nous domant toutes les précisions qui nous permettront de dénoncer ce fait

Si vous êtes témoins d'une injustice que vous voulez porter devant l'opinion publique, n'hésitez pas : écrivez nous. Notre journal veut se faire l'éche de tout ce qui touche les travailleurs, les petits paysans. les jounes sans travail.

petits paysans, les jounes sans travail. "COMBAT OUVRIER" doit devenir le jour nal qui reflète les luttes, les souffrances et les joies des travailleurs.

Mais pour cela, il est nécessaire qu' une importante information nous parvienne, qu'on nous signale les lieux ou se déroulent, parfois à couvert, une injustice.

Chers lecteurs, adressez toutes les informations à G.BEAUJOUR BP 214 Pointe à-Pitre Galloupe et BP 386 à Fort-de-France (Martinique).

GREVE DES LYCEENS (Fort-de-France)

Au Lycée SCHOELCHER (Martinique), les terminales sont en grève depuis mercredi 29, pour protester contre le manque de professeurs de philo. En effet, depuis deux mois les professeurs de philo de plusieurs classe sont absents. C'est ainsi que pour une de ces dasses, le nombre d'heures perdues atteint 70 heures. Pour des élèves qui doivent passer l'aur baccalauréat dans quelques mois, c'est beaucoup. L'administration si prompte à calomnier les élèves lorsque ceux-ci se mettent en grève pendent quelques jours, pour des revendications justes d'ailleurs ne s'est guère montrée diligente à remplacer ces professeurs alors que ce n'est pas du personnel qui manque puisque cette année encore de nombreux maitres auxiliaires sont restés sans emploi.

Sommé par les élèves de s'expliquer, le proviseur a avoué qu'il ne pouvait ni remplacer ces professeurs, ni les contacter puisqu'il ne connaissait pas leur adresse. Il a donc proposé la solution suivante : deux classes auraient cours toute la matinée du mercredi et un après m'di jusqu'à 17h30, les autres dasses se reient donc abandomnées purement et simplement. Les élèves devaient rejeter cotte solution et déclenchaient la grève pour réclamer des conditions de travail décentes.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR Commission paritaire Nº 51.728
Ronéo du journal : Pointe - Pitre Correspondance : Gérard BEAUJOUR
BP. 214 P.à.P
BP. 386 F.d.F
2ème Supplément au nº 46

ABONNEZ VOUS AU MENSUEL "COMBAT OUVRIER"

ANTILLES 15 Fres
(Sous pli fermé 1 an)